



**Conseil d'administration
du Programme
des Nations Unies
pour le développement
et du Fonds des
Nations Unies pour la
population**

Distr.
GÉNÉRALE

DP/CCF/CRO/1
20 décembre 1996
FRANÇAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

Deuxième session ordinaire de 1997
10-14 mars 1997, New York
Point 2 de l'ordre du jour provisoire

PNUD : CADRES DE COOPÉRATION DE PAYS ET QUESTIONS CONNEXES

PREMIER CADRE DE COOPÉRATION AVEC LA CROATIE (1997-1999)

TABLE DES MATIÈRES

	<u>Paragraphe</u> s	<u>Page</u>
INTRODUCTION	1 - 2	2
I. SITUATION DU DÉVELOPPEMENT ENVISAGÉE SOUS L'ANGLE DU DÉVELOPPEMENT HUMAIN DURABLE	3 - 21	2
II. RÉSULTATS ET ENSEIGNEMENTS TIRÉS DE LA COOPÉRATION PASSÉE	22	6
III. STRATÉGIE ET DOMAINES THÉMATIQUES PROPOSÉS	23 - 32	6
A. Gestion et coordination de l'aide	24 - 26	6
B. Relèvement et développement durables des zones dévastées par la guerre	27 - 32	7
IV. ARRANGEMENTS DE GESTION	33 - 35	8
<u>Annexe.</u> Tableau des objectifs de mobilisation des ressources pour la Croatie (1997-1999)		10

INTRODUCTION

1. Le PNUD a ouvert un bureau de liaison en Croatie le 17 avril 1996. Peu de temps après a commencé un processus de consultation entre le Gouvernement croate et le PNUD. Comme la Croatie sortait d'une guerre dévastatrice en même temps qu'elle accédait à l'indépendance, avec l'évolution des structures administratives et institutionnelles que cela implique, les premières consultations ont eu surtout pour objet de déterminer quel ministère serait l'organisme de contrepartie du PNUD et d'établir des relations de travail. Les interventions initiales du PNUD ont mis l'accent sur l'approbation des projets CRO/94/001 et CRO/96/002, portant le premier sur la coordination et la gestion de l'assistance extérieure à la reconstruction et au relèvement des régions dévastées par la guerre, le second sur le relèvement et le développement durable du comté de Sibenek, activité pilote pour le relèvement et le développement d'une région ravagée par la guerre, qui a débuté en juillet 1996.

2. Suite aux activités initiales de ces deux projets, des entretiens sur l'ampleur et la matière de la future coopération du PNUD en Croatie ont eu lieu avec des fonctionnaires des administrations nationale et locale, ainsi que des représentants de collectivités locales, d'organisations non gouvernementales (ONG), d'organismes et programmes des Nations Unies et d'autres donateurs. Le résultat de ce processus a été l'élaboration par le Gouvernement croate de son premier cadre de coopération de pays (CCP) pour la période 1997-1999.

I. SITUATION DU DÉVELOPPEMENT ENVISAGÉE SOUS L'ANGLE DU DÉVELOPPEMENT HUMAIN DURABLE

3. La situation du développement en Croatie doit être considérée sous l'angle des changements radicaux intervenus depuis 1990. De 1990 à 1995, en même temps qu'elle subissait une guerre catastrophique, la Croatie se transformait en État indépendant, doté d'un régime démocratique, pluripartite et parlementaire et d'un nouveau système économique. Depuis, le pays a progressé à pas de géant sur la voie de l'établissement d'une économie de marché et de libre entreprise, fondée sur la propriété privée.

4. Les souffrances et la dévastation entraînées par la guerre – ainsi que le coût social de l'évolution économique du pays – ont une telle portée qu'il est difficile de les quantifier. Pour ce qui est de la guerre elle-même et de ses répercussions sur la population et sur l'infrastructure, il faut relever que plus d'un tiers du territoire de la Croatie a été dévasté. C'est ainsi que les dommages matériels directs de la guerre sont estimés à 27 milliards de dollars, alors que les dommages indirects, comme l'effondrement quasi total de la production économique, se chiffrent au double de ce montant. Il y aurait eu 10 512 morts, dont 264 enfants, et 31 123 blessés. Sur une population totale de 4,78 millions de personnes, 700 000 ont été déplacées ou comptent au nombre des réfugiés.

5. En ce qui concerne les domaines prioritaires du PNUD touchant le développement humain durable, la situation en Croatie est brièvement décrite ci-après.

Gouvernance

6. À la suite de l'adoption, en décembre 1990, de la nouvelle constitution et en 1992, de la législation relative aux administrations locales, le Gouvernement a entamé un processus de modification des institutions devant aboutir à la décentralisation et à l'autonomie aux échelons du comté et de la municipalité. Toutefois, après cinq années de changements soutenus sur la voie de la décentralisation, une division nette des responsabilités et des pouvoirs entre le Gouvernement central et les autorités locales n'a pu encore être établie. La décentralisation des responsabilités s'est avérée particulièrement difficile dans les régions ravagées par la guerre, où l'administration locale dépend beaucoup du Gouvernement central pour la reconstruction et le relèvement des logements, de l'infrastructure et des capacités industrielles, ainsi que pour les soins aux réfugiés, aux personnes déplacées et à tous ceux qui reviennent dans les zones libérées.

Lutte contre la pauvreté

7. Le coût de quatre années de guerre et la perte de production économique qui en est résultée, exacerbée encore par le passage à une économie de marché et les modifications structurelles connexes ont initialement entraîné une chute de 48,6 % du produit intérieur brut annuel par habitant, qui est passé de 5 106 dollars en 1990 à 2 481 dollars en 1993. Un programme global de stabilisation mis en exécution à la fin de 1993 a permis d'accroître l'activité macroéconomique, mais pas suffisamment pour répondre aux besoins des 241 184 citoyens recevant des allocations d'aide sociale (5 % de la population totale) ainsi que des 382 034 qui demeurent des réfugiés, des personnes déplacées et des personnes de retour touchées par la guerre (8 % de la population totale).

8. Les personnes déplacées et les réfugiés continuent à représenter, par ordre d'importance numérique, le deuxième groupe social ayant besoin d'une assistance. Or, ainsi que le Gouvernement l'a indiqué en 1995 lors du Sommet mondial pour le développement social, répondre adéquatement aux besoins sociaux propres aux réfugiés et aux personnes déplacées est un problème extrêmement complexe pour un pays qui ne doit pas seulement affronter une crise dans le domaine des réfugiés, mais subit également des transformations politiques, économiques et sociales fondamentales. Pour faciliter le retour dans leurs foyers des personnes déplacées, le Gouvernement a lancé un vaste programme de reconstruction et de relèvement des régions dévastées par la guerre, qui prévoit notamment la reconstruction des logements et de l'infrastructure, des incitations fiscales pour les personnes de retour et de meilleures rémunérations pour les cadres de retour. Alors qu'en Croatie, le salaire mensuel net se chiffrait à 130 dollars en 1995, une famille de quatre personnes déplacées vivait avec 135 dollars par mois d'allocations du Gouvernement. Mais l'insuffisance des fonds publics à affecter à la reconstruction des logements et de l'infrastructure, ainsi que le manque d'emplois et de possibilités d'acquérir un revenu dans les régions ravagées par la guerre ralentissent considérablement le rythme des retours.

Environnement et moyens d'existence durables

9. Depuis 1991, le marché du travail en Croatie a connu des changements structurels profonds. La clôture d'entreprises et la réduction du nombre d'emplois dans les entreprises en cours de restructuration ou de privatisation ont provoqué une augmentation du taux de chômage, qui est actuellement de 17 % de la population active totale, avec des différences très accusées entre régions.

10. La contraction de l'emploi s'est ralentie depuis 1993, mais la restructuration en cours fera subir de nouvelles pressions au marché du travail. Pendant toute la période de transmission, la création d'emplois, en particulier dans le secteur privé, n'a pas été suffisante pour contrebalancer l'augmentation du chômage qui accompagne la restructuration et la privatisation. De petites et moyennes entreprises ont créé des emplois, mais jusqu'à présent elles embauchent surtout des travailleurs spécialisés, qui représentent une proportion relativement faible du total des chômeurs.

11. Les 825 000 retraités représentent en Croatie le principal groupe social nécessitant une assistance. En vue de réduire le chômage, le Gouvernement a introduit la notion de retraite anticipée. Étant donné la cherté de la vie et le faible montant des pensions, cela s'est traduit par une forte croissance du secteur non structuré de l'économie. En outre, comme le travail régulier à temps complet dans le secteur structuré ne suffit pas à couvrir le coût de la vie, l'emploi dans le secteur non structuré est devenu le moyen d'existence d'un nombre croissant de travailleurs employés.

12. Le Gouvernement envisage actuellement d'apporter de nouvelles modifications au cadre institutionnel du marché du travail dans le but essentiel d'offrir des incitations à la création d'emplois.

Environnement

13. Avec l'adoption en 1992 d'Action 21, suivie par la ratification de plusieurs instruments internationaux relatifs à l'environnement, la Croatie a confirmé qu'elle était fermement résolue à protéger, préserver et améliorer l'environnement mondial. La Croatie est un pays méditerranéen doté d'une côte très longue et de plusieurs archipels. Elle considère que sa croissance économique est liée au relèvement de son industrie du tourisme. Dans sa stratégie environnementale, le Gouvernement a mis particulièrement l'accent sur la protection de la mer Adriatique et a assumé un rôle actif dans le Programme d'assistance technique pour la protection de l'environnement dans la Méditerranée, initiative commune du PNUD et de la Banque mondiale.

14. Du fait de la situation géographique de la Croatie, le problème de la pollution y a moins un caractère national que régional. Elle produit, pour sa part, relativement peu de polluants. Mais la pollution provenant des pays voisins affecte les cours d'eau, les forêts et les sols croates et a des effets nuisibles sur la partie septentrionale de la côte adriatique et les régions montagneuses du pays. Le Gouvernement tient donc particulièrement à participer aux activités de lutte contre la pollution et aux opérations de nettoyage entreprises aux niveaux régional et international.

15. Le guerre a coûté très cher à l'environnement. D'une part, dans les zones les plus touchées par la guerre, la gestion des déchets, la protection des eaux superficielles et souterraines et le maintien de normes hygiéniques et sanitaires s'est avéré extrêmement difficile. D'autre part, les destructions massives d'usines ont signifié que beaucoup des principaux auteurs de pollution ont été mis hors d'état. Une importante politique gouvernementale, prévoyant que des technologies propres et ne nuisant pas à l'environnement doivent être utilisées dans les usines restaurées pendant le processus de reconstruction, jouit d'un large appui dans la population.

16. Depuis 1994, une législation environnementale a institué de nouvelles réglementations et l'accent est mis maintenant sur l'élaboration, l'adoption et l'application de législations connexes. Toutefois, les structures administratives et institutionnelles voulues n'ont pas encore été mises en place et l'on s'emploie actuellement à concevoir des méthodes permettant de faire participer les collectivités locales et les ONG à la promotion d'un développement durable sur le plan de l'environnement.

Égalité entre les sexes

17. La Croatie a une population de 4,78 millions de personnes dont 50,3 % (2,4 millions) sont des femmes. Celles-ci représentent 45,1 % de la population active et la quasi-totalité d'entre elles exercent, ou cherchent un emploi à temps complet. Elle comptent également pour 50 % des chômeurs de longue durée et 55 % du total des chômeurs.

18. L'égalité entre les sexes est stipulée dans la Constitution, et la Croatie a ratifié la Convention des Nations Unies sur toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes. À titre de suivi de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes, le Gouvernement a créé en mai 1996 la Commission nationale pour l'égalité, qui est chargée d'élaborer un programme d'action national.

19. En dépit de ce qui précède, la Croatie a encore beaucoup à faire pour réaliser l'égalité entre les sexes. En réalité, les femmes ne constituent que 12 % du nombre total de parlementaires. Aucune femme ne siège à la Cour constitutionnelle, bien qu'en Croatie, 53 % des juges soient des femmes. Si elles sont bien représentées dans le secteur public, elles n'occupent pas des postes de décideurs en proportion de leur nombre; c'est ainsi que 60,3 % des professeurs de l'enseignement secondaire sont des femmes, mais 23,7 % seulement sont directrices de lycées.

20. En règle générale, des femmes n'occupent que rarement des postes de direction ou de cadres, bien qu'en Croatie le système d'enseignement offre les mêmes possibilités aux femmes qu'aux hommes : 41,6 % des diplômés de l'université sont des femmes.

21. Il existe dans le pays 32 ONG s'intéressant aux questions relatives aux femmes, le plus souvent dans le contexte de la guerre : femmes réfugiées ou déplacées, victimes de viols ou veuves de guerre. En Croatie, 53 % des personnes déplacées et 59 % des réfugiés sont des femmes, ainsi que 24 % des personnes disparues. Peu à peu, certaines de ces ONG cesseront d'exister.

D'autres pourraient cependant réorienter leurs activités vers les questions concernant les femmes dans le développement. La Commission nationale pour l'égalité envisage la création d'un organe consultatif afin de promouvoir la condition des femmes. La formulation d'un vaste programme d'action national qui aurait l'effet d'un catalyseur sur le progrès des femmes dans la vie politique, économique et sociale et préciserait le rôle des femmes croates dans le développement, demeure à cet égard un problème fondamental.

II. RÉSULTATS ET ENSEIGNEMENTS TIRÉS DE LA COOPÉRATION PASSÉE

22. Le PNUD était présent avant la guerre dans l'ancienne Yougoslavie, mais il n'a pas été tenu compte des activités passées lors de la formulation du CCP, les activités du PNUD dans l'ancienne Yougoslavie étant sans rapport avec les réalités politiques, sociales et économiques de la Croatie d'aujourd'hui, à savoir le relèvement et la reconstruction des zones dévastées par la guerre, la transformation en une économie de marché et d'entreprise privée et l'institution de nouvelles formes de gouvernance. Toutefois, le projet pilote du PNUD pour le développement durable des zones dévastées par la guerre lancé en 1996 (CRO/96/002) a eu une profonde influence sur les décisions du gouvernement concernant le présent cadre de coopération et les domaines prioritaires du PNUD.

III. STRATÉGIE ET DOMAINES THÉMATIQUES PROPOSÉS

23. À l'issue de larges et intensives consultations, le Gouvernement a convenu que les activités du PNUD en Croatie devraient être centrées sur deux grands domaines : l'appui au renforcement des capacités qu'ont les administrations nationale et locale de gérer et coordonner l'aide extérieure – et la coopération avec le Gouvernement et la communauté des donateurs dans leurs efforts pour relever et développer les zones du pays dévastées par la guerre. Ce sont la neutralité, l'avantage comparatif et les capacités dont le PNUD jouit dans ces domaines qui ont motivé ce choix. Dans les zones ravagées par la guerre, en particulier, le PNUD est considéré comme capable d'appuyer le passage de la prestation de secours d'urgence au développement durable à long terme, par le biais d'activités destinées à réduire la pauvreté, à créer des moyens d'existence durables pour les hommes et les femmes et à renforcer les organes de gouvernement aux échelons national et local. La pénurie d'assistance dans ces domaines malgré l'intensité des besoins a constitué une autre raison importante de la participation du PNUD.

A. Gestion et coordination de l'aide

24. Dans ce domaine, la coopération entre le Gouvernement et le PNUD s'inscrira dans le cadre du projet de pays en cours CRO/94/001 (voir plus haut, par. 1) et du projet régional RER/93/025 intitulé "Formation et gestion intégrées dans les républiques de l'ancienne Union soviétique". La double transition d'une économie planifiée à une économie de marché et de l'octroi de secours humanitaire à l'aide au développement souligne la nécessité de renforcer les moyens qu'a la Croatie de gérer et coordonner l'aide extérieure.

25. Pendant la guerre, alors que le pays était le théâtre d'une catastrophe humanitaire, toute forme d'aide était la bienvenue et des centaines – littéralement – d'organisations et d'ONG ont manifesté leur solidarité et

/...

apporté des secours matériels. Beaucoup de ces organisations souhaitent maintenant participer au relèvement, au développement et à la réintégration pacifiques des Croates d'origines ethniques différentes. Pour que leur appui soit efficace, il est indispensable que le Gouvernement et les donateurs disposent de données fiables sur l'étendue de l'aide fournie. De même, la gestion et la coordination de ces activités d'aide internationale ont une importance capitale si l'on veut éviter les doubles emplois et assurer que les ressources extérieures soient utilisées efficacement et produisent les résultats souhaités.

26. Il est prévu, entre autres, que l'appui du PNUD dans le domaine de la gestion et de la coordination de l'aide contribuera à la mise en place, dans les administrations nationale et locale, de dispositifs institutionnels touchant la gestion et la coordination d'ensemble de l'aide étrangère. Un autre objectif important sera la constitution d'une base complète de données sur les courants d'aide et les activités de développement, en particulier dans les régions ravagées par la guerre.

B. Relèvement et développement durables des zones
dévastées par la guerre

27. Pendant la guerre, la communauté internationale a fait preuve d'une grande solidarité et la Croatie a bénéficié d'une aide humanitaire généreuse. Au cours de la période actuelle d'après-guerre, les besoins se sont modifiés : le pays nécessite moins de secours d'urgence qu'une aide au développement nécessaire pour la reconstruction, le relèvement et la réconciliation à long terme dans les zones ravagées par la guerre. Une bonne part des ressources du PNUD sera donc consacrée à des projets visant à instaurer, dans les zones touchées par la guerre, les conditions économiques et sociales propres à encourager le retour et la réintégration des Croates de toutes origines ethniques. Plus précisément, le PNUD mettra l'accent sur les activités de développement humain durable, en particulier le renforcement de la gouvernance aux échelons national et local, la lutte contre la pauvreté et la création de moyens d'existence durables pour les hommes et les femmes.

28. Le Gouvernement a élaboré un vaste programme de relèvement des zones dévastées par la guerre – la priorité étant accordée à l'infrastructure physique et au logement – pour lequel elle reçoit une aide financière de la Banque mondiale. Le Ministère du développement et de la reconstruction reconstruira environ 55 000 maisons et appartements. En septembre 1996, 20 000 maisons détruites avaient été remises en état, ce qui a permis le retour de 70 000 personnes déplacées. La reconstruction de 35 000 autres maisons est prévue pour 1997.

29. Le PNUD appuiera et complètera le programme global de reconstruction du Gouvernement en lançant et finançant deux projets de développement de zones. Outre celui qui a déjà débuté dans le comté de Sibenek (intérieur de la côte dalmate), le PNUD en mettra en route d'autres en Slavonie occidentale et orientale, aidant ainsi à la réintégration pacifique de la Podunavlje croate (région du bassin du Danube relevant de la Croatie). La méthode appliquée pour exécuter ces projets a déjà été utilisée par le PNUD dans d'autres pays entreprenant des opérations de relèvement postérieures à une guerre. L'objectif

/...

essentiel est de faciliter le retour des populations déplacées en encourageant la création d'activités productrices et de revenus pour les familles, en investissant dans l'agriculture, l'élevage, les systèmes d'octroi de crédits, etc. Parallèlement à la réparation et la reconstruction des logements détruits, l'infrastructure sociale de base des collectivités – systèmes d'alimentation en eau, écoles, centres de santé – sera remise en état.

30. L'approche adoptée par le PNUD assure que les activités soient menées avec la participation des bénéficiaires directs, en établissant des capacités de planification et d'exécution au niveau local. Les besoins fondamentaux sont identifiés en ayant recours à un processus de participation dont sont issus toute une série de projets apportant des avantages directs aux personnes déplacées et aux réfugiés, ainsi qu'aux collectivités existantes.

31. En stimulant directement les activités productrices et le relèvement ou la création d'une infrastructure sociale, les projets financés par le PNUD influenceront sur la réduction de la pauvreté. En privilégiant l'auto-assistance et la participation communautaire, ils aideront le Gouvernement à s'attaquer à des problèmes de gouvernance comme la décentralisation de la prise de décisions et la démocratisation. Ils viseront en particulier à atténuer les épreuves des femmes et des enfants des zones dévastées par la guerre en concevant des interventions qui leur soient particulièrement destinées. Et en réévaluant le rôle des usines détruites pendant la guerre sous l'angle de la création d'une prospérité durable, d'importants problèmes écologiques seront résolus. Il faut espérer que l'approche du PNUD encouragera les collectivités à rétablir leur cadre social et économique, condition sine qua non de la paix et de la stabilité à long terme.

32. La neutralité de l'organisation et sa vaste expérience, acquise dans le monde entier, des programmes de développement humain durable reposant sur la collectivité lui confèrent des avantages comparatifs eu égard à l'application de l'approche décrite plus haut dans des zones sensibles, dévastées par la guerre. L'originalité et l'impact positif potentiel de cette approche, ainsi que le rôle particulier du PNUD, ont incité de nombreux donateurs à envisager de participer aux projets de développement de zone bénéficiant d'une assistance du PNUD.

IV. ARRANGEMENTS DE GESTION

Mise en oeuvre et exécution

33. Les projets seront exécutés par des entités nationales, avec un appui direct du bureau de liaison du PNUD, selon que de besoin. Des organismes des Nations Unies comme le Bureau des services d'appui aux projets, le Département des services d'appui et de gestion pour le développement, l'Organisation internationale du Travail, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel et l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture devraient participer activement aux projets en faveur des zones ravagées par la guerre. De nouvelles modalités de recours au programme des Volontaires des Nations Unies sont à l'étude. Des Volontaires des Nations Unies recrutés sur le plan international ont été largement utilisés dans des opérations d'établissement de la paix pendant la guerre en Croatie et il est

/...

maintenant prévu de continuer cette tradition en les associant à des projets de développement. On envisage par ailleurs de mettre en oeuvre un programme de Volontaires des Nations Unies recrutés sur le plan national qui ferait appel à de jeunes Croates appartenant à tous les groupes ethniques du pays et les ferait participer à l'effort de reconstruction, de relèvement et de réintégration. Le PNUD continuera en outre à coopérer étroitement avec le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance et l'Organisation mondiale de la santé, qui apportent des secours dans les zones dévastées par la guerre.

Supervision, examen et rapports

34. L'établissement, pour les projets du PNUD, de procédures appropriées de surveillance, examen et établissement de rapports accompagnera l'appui au renforcement des moyens qu'a le Gouvernement de gérer et coordonner l'aide extérieure. C'est là un domaine prioritaire d'un projet en cours du PNUD (CRO/94/001).

Mobilisation des ressources

35. Les ressources que le PNUD peut allouer à la Croatie étant extrêmement limitées au regard de l'énormité des besoins en matière de relèvement et de développement, il négocie actuellement avec l'Union européenne et les Gouvernements autrichien, belge et suédois leur participation financière éventuelle aux projets de développement de zone prévus pour les zones dévastées par la guerre. Bien qu'il soit trop tôt pour estimer quelle serait la part, dans la mobilisation des ressources, de la participation aux coûts, des fonds d'affectation spéciale et du financement parallèle, ces donateurs ont paru envisager favorablement une coopération avec le PNUD. Il est également prévu qu'au fur et à mesure de l'élaboration de programmes et projets supplémentaires, d'autres donateurs pourraient participer au programme global de coopération. À moyen ou à long terme, avec l'appui des donateurs, il ne semblerait pas utopique d'estimer que le financement du PNUD pourrait être multiplié par trois ou par quatre.

Annexe

OBJECTIFS DE MOBILISATION DES RESSOURCES POUR
LA CROATIE (1997-1999)

(En milliers de dollars des États-Unis)

Source	Montant	Remarques
RESSOURCES DE BASE DU PNUD		
Montant estimatif du report de CIP	907	742 237 dollars environ n'ont pas été programmés.
MCARB 1.1.1	176	Affectés immédiatement au pays.
MCARB 1.1.2	0 à 66,7 % du MCARB 1.1.1	Cette fourchette est présentée strictement aux fins de la planification initiale. Le montant effectif dépendra de l'existence de programmes de qualité. Tout relèvement du taux maximal dépendra également de la disponibilité de ressources.
Autres ressources	523	Conformément aux dispositions du paragraphe 19 de la décision 95/23.
AEPP/AST	43	
Total partiel	1 649 ^a	
AUTRES RESSOURCES DU PNUD		
Participation aux coûts du Gouvernement	—	
Fonds pour le développement durable	—	
Participation aux coûts de tierces parties	5 137	En cours de négociation avec les Gouvernements autrichien (400 000 dollars), belge (2,5 millions de dollars) et suédois (237 000 dollars) ainsi qu'avec l'Union européenne (2 millions de dollars)
Fonds administrés par le PNUD, fonds d'affectation spéciale et autres fonds	—	
Total partiel	5 137	
TOTAL GÉNÉRAL	6 786 ^a	

^a Non compris les MCARB 1.1.2 qui sont affectés au niveau régional en vue de leur emploi ultérieur au niveau des pays.

Abréviations : AEPP = Appui à l'élaboration des politiques et des programmes; AST = Appui aux services techniques; MCARB = Montants cibles pour l'allocation de ressources de base.
